



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de
Loire

Unité départementale de Loir-et-Cher

Blois, le

08 JUIN 2017

CLMTP

Lieu-dit « Les Alcools »
41130 GIEVRES

Autorisation ICPE d'un site de transit et de
broyage de déchets ferroviaires

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(BEAT)

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe :

- Proposition d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

49 bis rue Laplace
41000 BLOIS
Tél. : 02 54 74 98 80
Fax : 02 54 74 08 09

<http://www.centre.developpement-durable.g>



1. OBJET DE LA DEMANDE.....	3
2. PROCEDURE D'INSTRUCTION.....	4
3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE.....	5
4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR.....	6
5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS.....	6
ANNEXE.....	8

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 12 mai 2015 (complétée les 24 juin et 10 juillet 2015), Monsieur CLAISSE, agissant en qualité de président de la Société CLMTP sollicite l'autorisation d'exploiter une plateforme de transit et broyage de déchets ferroviaires et des ateliers de maintenance de matériels ferroviaires au lieu-dit « Les Alcools », sur le territoire de la commune de GIEVRES (parcelles cadastrées Section B, n°902, 903, 904, 905, 906, 907, 908).

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 12 mai 2015 complété les 24 juin et 10 juillet et reconnu formellement recevable par le service d'instruction le 27 juillet 2015. La demande déposée en préfecture le 12 mai 2015 est la 4^e version du dossier, les trois précédentes ayant été jugées incomplètes ou irrecevables par les services d'instruction.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.2 Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	La surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	<i>Zone de tri :</i> <i>rails 200 m²</i> <i>menu matériel 300m²</i> <i>Rails à cisailer : 365 m²</i> <i>Rails cisailés : 336 m²</i> <i>Matériels non réemployables (ferailles) :</i> <i>210 m²</i> <i>Rails et appareils de voies de réutilisation :</i> <i>2485 m²</i> <i>Menu matériel de réutilisation : 1820 m²</i> <i>total de 5 716 m²</i>
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 et 2793.	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	<i>Bois traité :</i> <i>Zone de tri : 50 t</i> <i>Bois traité à broyer :</i> <i>2440 t</i> <i>broyats de bois traité :</i> <i>825 t</i> <i>bois traité de réutilisation : 2540 t</i> <i>total de 5 855 t</i>
2790	2	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760 et 2770.	Déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement	<i>Ligne de broyage de bois traité :</i> <i>30 000 t/an</i>
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non	La quantité de	<i>Capacité maximale de la cisaille :</i>

Rubrique	Alinéa	régime ★	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
			dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	10 t/h
3510	-	A	Élimination ou valorisation de déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 t/jr, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : [...] Mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 Rubrique Principale IED	/	Broyage de traverses usagées avant co-incinération : 210 t/j
3550	-	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t, à l'exclusion du stockage temporaire où les déchets sont produits dans l'attente de la collecte.	/	Stockage de traverses usagées en attente de broyage et de broyats, avant co-incinération : Capacité de 3 315 t
1435		DC**	Stations services, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m3 mais inférieur ou égal à 20000 m3.	Fuel domestique : 360 m³/an Gazole non routier : 240 m³/an total de 600 m³/an
2716	2	DC**	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m3 mais inférieur ou égal à 1000 m3	Heurtoirs : 20 m³ Feux, panneaux : 150 m³ total de 370 m3
2930	1.b	DC**	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur	La surface des ateliers étant supérieure à 2000 m² mais inférieure ou égale à 5000 m²	Surface des ateliers : 3 820 m²
2930	2.b	D	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur :	Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j ou si la quantité annuelle de solvants contenus dans les produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 0,5 t, sans que la	Quantité de peinture utilisée : 58 kg/j

Rubrique	Allée	régime *	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
				quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée dépasse 100 kg/j	
2517	/	NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux Inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	La superficie de l'aire de transit étant inférieure à 5000 m² (seuil inférieur de la déclaration)	Traverses de réutilisation en béton : 545 m³ Ballast : 1930 m³ Total de 2475 m³
4719	/	NC	Acétylène	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg (seuil inférieur de la déclaration)	3 bouteilles de 7 kg d'acétylène : Total de 21 kg
4725	/	NC	Oxygène	La quantité présente dans l'installation étant inférieure à 2t (seuil inférieur de la déclaration)	3 bouteilles de 15 kg d'oxygène Total de 45 kg
4734	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	Pour les autres stockages : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t (seuil inférieur de la déclaration).	Fuel chauffage : 9 t Fuel machines ferroviaires : 18 t Fuel engin et outils : 18 t Total de 45 t

* : A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique - En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement).

(**) : En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

La rubrique « 3000 » principale de l'établissement, mentionnée à l'article R. 515-61, est la rubrique 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique « 3000 » principale de l'établissement sont celles associées au document BREF WT (waste treatment).

Désormais, l'installation est également visée par les rubriques suivantes de la nomenclature eau suivantes:

Rubrique	Désignation des activités	Capacité	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant d'environ 20,5 ha	Surface drainée : Environ 20,5 ha	Autorisation
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines, ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	5 piézomètres et 3 puits	Déclaration

1.3 Présentation de la demande

Le site destiné à recevoir les activités projetées par la société CLMTP est implanté sur une zone à vocation industrielle sur la commune de Glévres. Il s'agit du site historiquement créé pour du stockage de carburants pendant la 1^{re} guerre mondiale, ensuite exploité pour le stockage d'alcools jusqu'à fin 2010 en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement sous le régime d'autorisation (seuil Bas au titre de la réglementation SEVESO II).

Les Installations projetées sont les suivantes :

- plateforme de regroupement, tri et broyage de déchets ferroviaires constituant des déchets dangereux (traverses de bois usées) et non dangereux (rails, ballast) en vue de leur valorisation,
- bâtiments d'entretien et de maintenance de matériels ferroviaires.

La demande d'autorisation s'inscrit dans le cadre d'une activité nouvelle, qui générera une trentaine d'emplois selon le dossier.

La demande d'autorisation porte sur une capacité de broyage des traverses de bois usées de 30000 t/an (max 210 t/j). L'origine géographique des déchets ferroviaires est le territoire national. Les broyats de bois seront envoyés en cimenterie (valorisation énergétique).

Le projet s'inscrit dans le contexte national d'amélioration de la gestion des déchets ferroviaires. Il est compatible avec le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non-Dangereux du Loir-et-Cher et le Plan Régional d'Élimination des déchets Dangereux (PREDD).

Les traverses usagées de chemin de fer peuvent contenir de la créosote à hauteur d'environ 5 %, produit d'imprégnation composé d'un mélange d'Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), dont certains sont classés cancérogènes. Les HAP sont généralement peu volatils et peu solubles dans l'eau. Les traverses usagées peuvent également contenir des métaux lourds et des phénols.

Le site dispose notamment d'anciens bâtiments administratifs, techniques ou de logement, d'ateliers, de voiries, d'accès et de voles ferroviaires et de cuves de stockage d'alcools dégazées.

Le site représente une superficie totale de près de 25 ha. Implanté en milieu rural, il est bordé par la route départementale RD 976 reliant Selles-sur-Cher à Villefranche-sur-Cher et par des forêts (zones non constructibles). Il est concerné par un milieu naturel à protéger (situé en zone NATURA 2000 « Sologne »).

L'habitation la plus proche se situe à environ 200 m à l'Est des limites du site et à 400 m des installations. Il n'y a pas d'établissement recevant du public à proximité du site. L'activité la plus proche est une carrière de sables et de graviers, située à 600 m au sud.

1.5 Cadre administratif de l'instruction

L'implantation de cette nouvelle activité justifie le dépôt et l'instruction d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter avec enquête publique, conformément aux dispositions de l'article R.512-2 du code de l'environnement.

1.6 Maîtrise d'urbanisation

L'étude de dangers fournie par l'exploitant examine une vingtaine de scénarii d'accidents et donne suite à une analyse détaillée de l'incendie des stockages de bois traité. L'analyse conclut en l'absence d'effets à l'extérieur du site et aussi à

l'absence de risque de propagation d'incendie entre les différents stockages. Il n'y a donc pas lieu de mettre en place des mesures de maîtrise de l'urbanisation au voisinage du site.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 25 septembre 2015 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale conclut que :

« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.

Le dossier prend globalement bien en compte, malgré quelques imprécisions, les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Au vu des impacts potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée des mesures qui apparaissent a priori cohérentes pour supprimer et réduire les incidences du projet même si elles auraient pu être mieux précisées dès ce stade. Toutefois, l'autorité environnementale recommande que la démonstration de l'efficacité du système de traitement des eaux pluviales de ruissellement retenu fasse l'objet d'une étude approfondie avant la mise en œuvre de l'installation et que les mesures d'adaptation soient appliquées en cas de nécessité. »

2.2 Enquête publique

L'enquête publique, prescrite par arrêté préfectoral en date du 28 septembre 2015, a été prolongée par arrêté préfectoral en date du 9 novembre 2015 suite à l'absence d'affichage réglementaire de l'avis d'enquête publique dans certaines communes du rayon d'affichage. Cette enquête a été réalisée sur les communes de GIEVRES, VILLEFRANCHE-SUR-CHER, PRUNIERS-EN-SOLOGNE, LA CHAPELLE MONTMARIN et CHABRIS. Cette enquête publique s'est déroulée du 19 octobre au 10 décembre 2015.

Pendant ses permanences, le commissaire-enquêteur a eu la visite d'une centaine de personnes. 34 observations ont été notées sur le registre

Parmi les observations du public, 5 avis soutiennent le projet, notamment en mentionnant l'intérêt de la création d'emplois.

29 avis émettent des réserves et/ou sont contre le projet. Pour l'essentiel, ces avis mentionnent les éléments suivants :

- Classement cancérigène de la créosote contenue dans les traverses de chemin de fer ;
- Réalisation du broyage en extérieur et émissions atmosphériques diffuses associées ;
- Gestion des eaux pluviales et des eaux utilisées pour rabattre les poussières ;
- Bruit issu des activités du site ;
- Caractéristiques de l'environnement du site (forêts, zone Natura 2000, riverains) ;
- Modalités de contrôle des impacts environnementaux du site ;
- Capacités techniques de l'exploitant ;
- Traitement supposé de déchets contenant de l'amiante.

11 lettres ou notes écrites ont été adressées par des particuliers et par des associations.

L'association Sologne Nature environnement mentionne l'existence d'une plateforme de broyage dans l'Allier traitant des traverses issues du grand Sud de la France et met en doute les capacités techniques de l'exploitant et les débouchés pour les déchets broyés, ainsi que les risques de pollution associés au broyage de traverses créosotées. L'association « Robin des bois » mentionne le travail réalisé avec la SNCF et le Ministère en charge de l'environnement pour l'amélioration de la gestion des déchets de traverses, met en doute les capacités techniques de l'exploitant pour la gestion des impacts environnementaux liés au projet et affirme que le site d'implantation serait pollué. Un « comité de défense », qui n'est pas constitué en association, a remis une pétition comportant 870 signatures « contre le traitement des déchets SNCF », en affirmant que les traverses contiennent jusqu'à 85 % de créosote et que des wagons contenant de l'amiante seraient valorisés sur le site.

2.3 Avis du commissaire-enquêteur

Dans son rapport daté du 28 décembre 2015, le commissaire enquêteur donne, un avis favorable à la demande d'autorisation, notant que « les installations projetées sur le site « Les Alcools RD n°976 » commune de GIEVRES par la société CLMTP, contribueront à la mise en place en France d'une filière de valorisation de déchets ferroviaires (broyage de traverses bois pour une valorisation thermique en cimenteries) sur un site à vocation industrielle depuis la première guerre mondiale, stockage de carburants puis d'alcools, classé SEVESO. Sous réserves : comme le recommande l'autorité environnementale, que la démonstration de l'efficacité du système de traitement des eaux pluviales retenu fasse l'objet

d'une étude approfondie avant la mise en œuvre de l'installation et que les mesures d'adaptation soient appliquées en cas de nécessité ».

2.4 Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes de GIEVRES, VILLEFRANCHE-SUR-CHER, PRUNIER-S-EN-SOLOGNE, LA CHAPELLE MONTMARIN et CHABRIS ont été consultés sur le projet. La communauté de communes du Romantinal et du Monestois et le syndicat SIAEP GIEVRES-PRUNIER-S-EN-SOLOGNE se sont également prononcés.

Le tableau suivant regroupe les avis qui ont été transmis :

Commune	Date	Avis
GIEVRES	13/10/2015	Favorable (15 pour, 3 abstentions)
PRUNIER-S-EN-SOLOGNE	20/11/2015	Favorable (11 pour, 5 contre, 1 blanc)
VILLEFRANCHE-SUR-CHER	29/10/2015	Favorable (8 pour, 5 contre, 9 abstentions)
LA-CHAPELLE-MONTMARIN	27/11/2015	Favorable (vote non détaillé)
Communauté de communes du Romantinal et du Monestois	6/11/2017	Avis Favorable à l'unanimité
Syndicat SIAEP GIEVRES-PRUNIER-S-EN-SOLOGNE	13/11/2015	« Proposition de formuler des observations de précaution » non acceptée (3 voix pour, 3 voix contre)

2.7 Avis des services et organismes consultés

Services consultés en application de l'article R. 512-21-I du code de l'environnement (consultation obligatoire):

Dates	Services	Avis
25/03/2016	ARS	<p>Avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :</p> <p>1 - « L'exploitant s'est engagé à réaliser des analyses permettant de vérifier l'absence d'HAP dans les sols. Ce point devra être repris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ».</p> <p>2 - Il convient de stipuler dans l'arrêté préfectoral d'autorisation une fréquence annuelle minimale de prélèvement d'air, en limite de propriété, afin de vérifier le respect des limites réglementaires ».</p> <p>3 - Il est pris note que l'installation de traitement des eaux pluviales sera dimensionnée ultérieurement et fera l'objet d'une autorisation de mise en service par l'inspection des installations classées. Cette disposition devra être précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>4 - L'alimentation en eau des dispositifs de brumisation sera assurée par le réseau public d'adduction [...] compte-tenu que le réseau public provient de l'aquifère du cénomaniens [...] il convient d'étudier une solution alternative à partir de l'eau des 3 puits existants sur le site, tout en s'assurant que la qualité de ces eaux permet un tel usage au regard des normes en vigueur.</p> <p>5 - L'exploitant prévoit une campagne de mesure des émissions sonores et des émergences dans les 6 mois suivant la mise en exploitation des installations. En cas de dépassement des valeurs limites réglementaires, toutes les dispositions seront prises pour respecter cette réglementation. Compte-tenu de l'absence de modélisation, il est recommandé que cette proposition soit reprise dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>6 - Les dispositifs de brumisation pour l'abattage des poussières des deux systèmes de broyage peuvent être une source potentielle de contamination aux légionelles durant la période estivale. Il convient donc de s'assurer que les réseaux alimentant ces dispositifs de brumisation ne pourront pas être à l'origine de contamination des salariés et des riverains (entretien régulier, désinfection, analyse annuelle, ...)</p>
15/09/2016	INAO	Absence de remarque « dans la mesure où le projet n'a pas d'incidence directe sur

Dates	Services	Avis
		les AOP et IGP concernées. »
27/11/2015	DDT	<p>L'avis mentionne le formulaire simplifié d'études d'incidence Natura 2000 qui conclut à l'absence d'impact significatif du projet sur le site Natura 2000 ZSC SOLOGNE.</p> <p>L'avis formule également les observations suivantes sur la gestion des eaux :</p> <p>7 - Il serait souhaitable que les eaux issues de l'aire de distribution de carburants transitent par le bassin tampon ou par un compartiment étanche doté d'une cloison siphonée.</p> <p>8 - Il est indispensable que le bassin tampon présente au minimum un dimensionnement pour des pluies d'occurrence décennale. Il est également intéressant que soit explicité le fonctionnement des ouvrages pour des pluies d'occurrence supérieure à 10 ans. Il convient qu'aucune eau chargée ne soit infiltrée sans traitement préalable.</p> <p>9 - Il conviendra notamment de porter une attention particulière au suivi de la créosote dans le cadre du suivi de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>10 - Le dossier devra reprendre les éléments demandés par l'arrêté du 11 septembre 2003 (forages et puits).</p> <p>11 - En ce qui concerne les eaux usées dont le mode de traitement retenu est l'assainissement non collectif, il est rappelé que le ou les dispositifs mis en place doivent être des systèmes agréés.</p>

Les services du SDIS et de la DIRECCTE ont été informés en application de l'article R. 512-21-II du code de l'environnement. Ces services n'ont pas formulé de remarques.

2.8 Compléments demandés par le service instructeur et démarrage non autorisé de certaines activités

Par courrier daté du 08 janvier 2016, le service instructeur (DREAL) a rappelé au pétitionnaire la nécessité de transmettre les compléments suivants, conformément aux remarques contenues dans l'avis de l'autorité environnementale :

- définition des modalités de l'auto-surveillance des rejets de la station d'épuration ainsi que des modalités de surveillance des effets sur l'environnement (poussières et HAP),
- caractérisation des effluents aqueux à partir d'essais de lixiviation des déchets dangereux de bois (charge polluante) et des études de dimensionnement de la station d'épuration et du bassin tampon situé en amont,
- démantèlement des installations précédemment exploitées par France AGRIMER (réservoirs de stockage notamment),
- réalisation d'un état de conformité des dispositifs d'assainissement autonome et définition, si nécessaire, d'un plan de mise en conformité, choix de la solution de mise en conformité des dispositifs d'écoulement des eaux pluviales et définition du programme de travaux.

De plus, une inspection inopinée réalisée le 23 novembre 2015 suite à des plaintes a conduit à constater la présence sur le site d'un stockage de traverses usagées, de poteaux télégraphiques usagés et de broyats de traverses, sur sol nu, en l'absence de l'autorisation requise au titre des ICPE et dans des conditions ne permettant pas de prévenir les éventuels effets nocifs vers les sols et les eaux.

Par arrêté n°41-2016-01-29-001 du 29 janvier 2016, le préfet de Loir-et-Cher a mis en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative du site. De plus, à titre de mesures conservatoires, cet arrêté prescrit la cessation de toute réception de déchets sur le site, une mise sous abri des déchets sous 15 jours et leur évacuation sous 1 mois, ainsi que la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines sous 3 mois.

Une deuxième inspection réalisée le 9 mars 2016 a permis de vérifier que les déchets avaient été mis sous abri dans deux anciennes cuves, préalablement ouvertes et nettoyées.

A l'issue d'une troisième inspection réalisée le 10 mai 2016, ayant constaté que les déchets n'avaient pas encore été évacués et que le rapport de diagnostic n'avait pas été transmis, par arrêté n°41-2016-07-08-005 du 08 juillet 2016 le préfet de Loir-et-Cher a mis en demeure l'exploitant de réaliser ces actions sous 15 jours et un mois.

L'exploitant a fait évacuer les déchets en novembre 2016 et a transmis à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets dangereux correspondants. Il a également transmis le diagnostic sur l'impact de ces

stockages sur les sols, les eaux souterraines et les eaux de surface. Le rapport de diagnostic transmis conclut sur l'absence d'impact significatif lié à ces stockages sur les sols et les eaux.

Enfin, une inspection réalisée le 28 mars 2017 a permis de vérifier que l'ensemble des anciennes cuves de stockage d'alcool avaient été démantelées.

2.9 Réponses et compléments apportées par l'industriel

Les réponses et compléments suivants ont été apportés par la société CLMTP :

2.9.1 Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse de l'enquête publique

Ce mémoire daté du 23 décembre 2015 apporte des éléments de réponse sur les points soulevés par les tiers lors de l'enquête publique, synthétisés ci-dessous :

- Information du public : l'exploitant rappelle que le projet a été présenté au public depuis 2012 et que les procédures légales d'enquête publique ont été respectées.
- Pétition : La société CLMTP précise que, contrairement à ce qui est indiqué dans la pétition du « collectif de défense », les traverses traitées contiennent entre 3 et 5 % de créosote (et non jusqu'à 85%) et que aucune activité de désamiantage n'est prévue au dossier.
- Complétude du dossier : Le pétitionnaire rappelle l'instruction en complétude et en régularité du dossier réalisée par le service instructeur, l'avis sur la proportionnalité des études d'impact et de dangers rendu par l'autorité environnementale ainsi que l'appréciation sur la suffisance du dossier donnée par le commissaire enquêteur. Il rappelle les études complémentaires prévues sur la surveillance de la qualité de l'air, la technique de traitement des eaux et les compléments de diagnostics d'état initial du site.
- Faisabilité technique du projet : La société CLMTP apporte des compléments sur les raisons du choix du site, site entouré de forêts, disposant de bâtiments et d'espaces de stockage, connecté au réseau ferroviaire et localisé en position centrale de la région d'intervention de la société (grand Ouest et Centre de la France). Concernant ses capacités techniques dans le domaine du broyage de déchets de traverses, l'entreprise rappelle son expérience dans le domaine des chantiers ferroviaires et présente les procédures internes encadrant ces activités ainsi que les formations prévues pour ses salariés.
- Caractérisation des environs : Le pétitionnaire admet ne pas avoir signalé dans son dossier que l'habitation la plus proche, à 200 m du site, est désormais habitée de façon continue. Il rappelle toutefois que les études de risques sanitaires ont bien été réalisées en prenant en compte une occupation continue de cette habitation.
- Emissions atmosphériques : Le pétitionnaire rappelle que le dossier contient une étude des risques sanitaires, qu'une surveillance environnementale est prévue, que le dossier prévoit une brumisation pour rabattre les poussières.
- Eaux superficielles et eaux souterraines : La société CLMTP indique que les eaux de ruissellement pourraient être contaminées par des HAP issus du ruissellement des traverses et des retombées de poussières. Le pétitionnaire rappelle qu'une installation de traitement des eaux pluviales est prévue avant rejet et que le rejet se faisant par fossé d'infiltration, il estime que les éventuelles teneurs résiduelles en HAP seront retenues en subsurface dans le sol et ne migreront pas vers les eaux souterraines. Enfin l'exploitant rappelle qu'une surveillance environnementale est prévue sur ces aspects.
- Trafic routier, émissions sonores : l'exploitant rappelle que le trafic lié au site sera partiellement par voie ferrée, que l'augmentation du trafic liée aux activités du site est peu importante (estimation de 2 % du trafic total) et qu'une surveillance périodique des émissions et des émergences sonores liées aux activités du site sera mise en place.

2.9.2 Eléments complémentaires au dossier

Par courriers du 23 juin 2016 et du 24 novembre 2016, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- Rapport de base complété suite à des investigations complémentaires des sols et des eaux souterraines. Des investigations complémentaires des sols (17 sondages) et des eaux souterraines (2 campagnes de prélèvement sur 7 points dont deux nouveaux piézomètres) ont été réalisées sur un large spectre de composés. A l'exception de traces ponctuelles dans les sols (quelques détections de trichloréthylène, pesticides chlorés et HAP), aucun impact significatif dans les milieux investigués n'est mis en évidence. Au vu des conditions d'utilisation du site, aucun traitement n'apparaît nécessaire pour ces contaminations peu significatives.

- Investigations sur les poussières atmosphériques : Une campagne de prélèvement des retombées de poussières a été réalisée sur trois points pendant le mois de Mars 2016. Les analyses réalisées mettent en évidence des traces de retombées de poussières, de métaux et de HAP, à des concentrations inférieures aux concentrations de référence quand elles existent.
- Compléments sur la lixiviation des traverses : Des analyses ont été réalisées sur des eaux de lixiviation de traverses créosotées, broyées et non broyées. Les résultats montrent des concentrations significatives en métaux, HAP et hydrocarbures sur les lixiviats de traverses broyées et des concentrations significativement plus faibles sur les lixiviats de traverses entières.
- Compléments sur le traitement des eaux pluviales : L'exploitant a transmis une proposition technique de la société « Saint Dizier Environnement » qui préconise un traitement des eaux pluviales avant rejet, par une unité physico-chimique associant coagulation/floculation et décantation lamellaire (cf remarque 3 ARS). Les volumes de bassin de décantation ont également été recalculés afin de respecter les prescriptions du nouveau SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, notamment le débit de fuite de 3 l/s/ha.

Achat de parcelles adjacentes

Par courriel du 06 février 2017, le pétitionnaire a indiqué à l'inspection des installations classées détenir depuis fin janvier 2017 un large ensemble d'environ 50 ha de parcelles forestières au Sud-Ouest du site. Ces parcelles incluent le fossé utilisé pour l'infiltration des eaux pluviales, elles ne sont toutefois pas incluses dans le périmètre du site ICPE.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté en relation avec la procédure d'instruction

L'étude d'impact fournie par l'exploitant mentionne l'utilisation d'un dispositif de brumisation afin de rabattre les poussières issues des opérations de broyage de traverses usagées. L'avis de l'autorité environnementale note que, si cette mesure « devrait permettre de réduire notablement les émissions de poussières », « la démonstration de son efficacité n'est pas clairement apportée au dossier ». L'avis de l'ARS mentionne que ce système de nébulisation conduit à consommer pour un usage industriel de l'eau destinée à l'alimentation en eau potable (remarque 4) et pourrait être à l'origine d'un développement de légionelles (remarque 6). Les tests effectués par l'exploitant montrent que les HAP contenus dans la créosote peuvent être lixiviés, la nébulisation pourrait donc être considérée comme un transfert de pollution des poussières vers les eaux. Des installations existantes de broyage de traverses usagées analogues au projet utilisent des systèmes de captation et de filtration des poussières.

Les compléments fournis par le pétitionnaire proposent que ces émissions atmosphériques diffuses soient surveillées par des campagnes annuelles de mesure des retombées de poussières. Toutefois, il apparaît que cette surveillance ne peut porter que sur les retombées de poussières, et non sur les concentrations dans l'air ambiant.

En conséquence, le projet d'arrêté proposé par l'inspection des installations classées prescrit que les opérations de broyage et de chargement de broyats soient réalisées en milieu fermé, et que les poussières émises par ces activités soient captées et traitées par des dispositifs de filtration, conformément aux meilleures techniques disponibles indiquées dans le BREF Installations de traitement de déchets (WT). Le projet d'arrêté prescrit que l'exploitant devra, préalablement au démarrage des installations, soumettre à l'inspection des installations classées les caractéristiques des dispositifs de rejet. Compte-tenu de ces aménagements imposés par l'inspection des installations classées, le projet d'arrêté prescrit une réactualisation de l'évaluation des risques sanitaires.

Par ailleurs, l'interdiction d'utilisation de la nébulisation est indiquée dans le projet d'arrêté préfectoral.

Le projet d'arrêté préfectoral impose des valeurs limites de rejet, basées sur les valeurs communément utilisées pour les ICPE, pour les paramètres poussières (20 mg/Nm³), COV (50 mg/m³) et naphthalène (20 mg/m³). Des mesures annuelles d'autosurveillance devront être réalisées sur ces rejets, ainsi que des mesures comparatives, tous les 5 ans par un laboratoire différent (cf remarque 2 ARS).

Une surveillance des retombées de poussières devra également être réalisée sur 4 points, 6 mois après le démarrage des installations puis tous les deux ans.

3.2 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire et à la réglementation nationale sectorielle en vigueur

Garanties financières

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit la constitution par l'exploitant d'une garantie financière de 583 775 euros, mobilisable par l'État en cas de défaut de l'exploitant lors d'une cessation d'activité et calculée pour couvrir des frais de gestion de déchets, de limitation d'accès au site et de surveillance de ses effets sur l'environnement.

Rejets atmosphériques

Les dispositions relatives à la gestion des émissions atmosphériques issues des opérations de broyage de déchets sont développées au chapitre 3.1 ci-dessus.

Le projet d'arrêté prescrit des dispositifs de captation des fumées, gaz, poussières et odeurs issues des opérations de réparation et d'entretien de véhicules. La consommation de solvants pour ces activités est limitée à 1 tonne par an, des valeurs limites de rejet sont prescrites pour les COV et les poussières, elles devront être vérifiées annuellement.

Prélèvements et consommation en eau

Le projet d'arrêté limite à 1 200 m³ par an le prélèvement d'eau dans le réseau public. L'utilisation des puits présents sur site n'est autorisée que pour la surveillance environnementale et pas pour les prélèvements, afin d'éviter tout risque de pollution accidentelle.

Gestion des effluents liquides

Le projet d'arrêté distingue les rejets d'eaux suivants :

- **Eaux domestiques :** Le projet d'arrêté prescrit que les dispositifs d'assainissement autonomes pour les eaux domestiques soient conformes à l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif. L'exploitant devra justifier de la conformité de ses dispositifs avant démarrage des installations (remarque 11 DDT).
- **Eaux de ruissellement issues de la plateforme de stockage et de l'aire de distribution de carburants :** Ces eaux susceptibles d'être polluées par le ruissellement sur les traverses usagées constituent le rejet aqueux le plus significatif en termes d'enjeux environnementaux. Ces eaux devront être traitées par une installation de coagulation/floculation (après un pré-traitement spécifique par débourbeur/déshuileur pour l'aire de distribution de carburants - remarque 7 DDT) avant regroupement dans le bassin de récupération dimensionné pour une pluie décennale (remarque 8 DDT).
- **Eaux de ruissellement issues des voiries :** ces eaux devront transiter par un débourbeur/déshuileur avant regroupement dans le bassin de récupération.
- **Eaux pluviales issues des toitures des ateliers et hors bâtiment de broyage et de stockage des broyats :** ces eaux non susceptibles d'être polluées pourront être directement dirigées vers le bassin de récupération.

Le projet d'arrêté prévoit des valeurs limites de rejet, appliquées au rejet d'eaux issues de la plateforme avant regroupement avec les autres rejets, afin que l'exploitant ne bénéficie pas d'un effet de dilution des flux de polluants pour le respect des valeurs limites. Les valeurs limites appliquées sont issues des meilleurs techniques disponibles contenues dans le BREF « Waste Treatment » et des valeurs communément appliquées aux ICPE. Les paramètres concernés sont les MES, la DCO et DBO, mais également les métaux, les hydrocarbures, les HAP, les phénols et les composés organiques halogénés.

En plus du suivi continu des paramètres permettant le suivi du fonctionnement des installations de traitement (MES, PH, hydrocarbures), le projet d'arrêté prévoit un suivi semestriel du respect des valeurs limites, avec des mesures comparatives réalisées par un laboratoire différent tous les 5 ans au minimum. Pour les deux premières années de fonctionnement du site, l'arrêté prescrit également la réalisation de 4 campagnes de prélèvement et d'analyses sur un large spectre de 35 composés.

Sols et eaux souterraines

Le projet d'arrêté prévoit que la qualité des eaux souterraines soit vérifiée semestriellement au droit du site, sur un réseau constitué par les trois puits et 4 piézomètres, dont un supplémentaire à implanter en aval du fossé de rejet des eaux pluviales. Considérant le statut IED du site (« Industrial Emissions Directive »), une surveillance de la qualité des sols est également prescrite tous les dix ans, sur 14 points de prélèvement (remarque 1 ARS et remarque 9 DDT).

Les éléments demandés par l'arrêté du 11 septembre 2003 sur les forages et puits sont repris dans les prescriptions du projet d'arrêté (remarque 10 DDT).

Déchets

Le projet d'arrêté encadre les modalités de gestion des déchets transitant par le site : identification préalable, contrôles à réception (y compris un dispositif de détection des matières radioactives), conditions d'entreposage, de broyage et de cisailage, expéditions des déchets et registres de suivi.

Conformément au dossier de demande, la capacité maximale de la ligne de broyage est fixée à 30 t/h, sur 7 heures maximum par journée. La capacité maximale de la cisaille de rails usagés est fixée à 10 t/h, pour une quantité maximale annuelle de 10 000 t.

Bruit

Le projet d'arrêté prescrit des valeurs limites d'émissions de bruits et d'émergence sonores en limites de site, basées sur l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif au bruit émis dans l'environnement par les ICPE. Une campagne de mesures est prescrite 6 mois après le démarrage des installations, puis tous les trois ans, sur 6 points fixés sur le pourtour du site, notamment en direction des habitations les plus proches (remarque 5 de l'ARS).

Gestion des risques accidentels

Les principaux risques accidentels identifiés par l'étude de dangers remise par le pétitionnaire concernent l'incendie.

Les mesures et équipements de prévention et d'intervention prescrits dans le projet d'arrêté sont synthétisés ci-dessous :

- Établissement d'un zonage de dangers, intégrant le zonage « ATEX » des zones à risque explosif. Ces zones devront faire l'objet d'un signalement et de consignes spécifiques. Les équipements utilisés dans ces zones devront être compatibles.
- Voies de circulation adaptées à la circulation des engins de secours.
- Clôture de 2m sur le pourtour du site, efficace contre les intrusions de gibier.
- Bâtiments utilisés pour les ateliers de maintenance équipés de murs coupe-feu 1 heure. Ces locaux devront également être équipés de dispositifs d'évacuation des fumées.
- Bâtiments de broyage et casiers de stockage des broyats en matériaux incombustibles, murs et planchers coupe-feu 2 heures, toitures s'opposant à la propagation du feu pendant 30 minutes. Ces bâtiments devront être équipés de dispositifs d'évacuation des fumées et d'amenées d'air frais.
- Dispositifs de détection adaptés aux différentes zones de dangers, vérifiés annuellement et reliés à un système d'alerte interne.
- Installations électriques conformes aux normes en vigueur et vérifiées annuellement.
- Réalisation d'une analyse de risque foudre, d'une étude technique foudre et installation des dispositifs de protection contre la foudre éventuellement déterminés.
- Consignes de sécurité et consignes d'exploitation pour toutes les activités à risque.
- Formation du personnel permanent et intérimaire aux risques, aux moyens de prévention et aux modalités d'intervention.
- Procédures de permis de feu ou d'intervention pour tous travaux à risques.
- Rétentions pour tous les stockages de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.
- Ressources en eau et en mousse : deux réserves de 5 000 m³ et 2 000 m³, alimentant un réseau de 25 poteaux incendie et des prises d'eau.
- Capacités de confinement des eaux d'extinction d'incendie.
- Ressources en émulseur adaptés aux quantités et aux caractéristiques des produits entreposés.
- Extincteurs en nombre et en quantités adaptés aux risques.
- Réserves de sable.

Des vérifications périodiques des dispositifs de détection et d'intervention sont également prescrites.

Remise en état :

En cas de cessation d'activité, l'exploitant indique que les dispositions suivantes seront notamment mises en œuvre :

- l'élimination et l'évacuation des déchets ;
- la dépollution du sol et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- le démantèlement des équipements et la démolition ou réutilisation des bâtiments.

Le site est à vocation industrielle, après cessation d'activité cette vocation industrielle sera conservée. Le maire de Gièvres a donné son accord sur ces mesures.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une plateforme de transit et de broyage de déchets ferroviaires et des ateliers de maintenance de matériels ferroviaires déposée par la société CLMTP et celles précisées dans les différents compléments communiqués par la société CLMTP à l'inspection des installations classées intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement à l'exception des dispositions relatives aux émissions atmosphériques issues des opérations de broyage de déchets qui auraient méritées d'être approfondies.

Il est proposé de prescrire au pétitionnaire des mesures afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. L'ensemble de ces mesures ainsi que les observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport qui prescrit en particulier que les opérations de broyage et de chargement des broyats soient réalisées en milieu fermé avec une captation et un traitement des poussières émises.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

Aucun des services consultés ou informés au cours de la procédure n'a émis d'avis défavorable.

Les observations formulées par l'ARS et la DDT ont fait l'objet de réponses dans le cadre de l'instruction et au besoin ont été intégrées dans les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral.

La DREAL Centre - Val de Loire formule un avis favorable.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu des résultats de la procédure exposés ci-dessus et conformément à l'article L.512-25 et L.512-33 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation adressée par la société CLMTP pour exploiter une installation de transit et de traitement de déchets ferroviaires implantée au lieu-dit « Les Alcoolis », sur le territoire de la commune de GIEVRES, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint.

L'inspection des installations classées propose également que ce rapport et la proposition d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du Comité Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

— 22 —

L'inspecteur des Installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,
A monsieur le préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur et par délégation,

Le chef du Service
Environnement Industriel et Risques